

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 21/017/2008

ÉFAI

18 août 2008

Indonésie. Il faut qu'une enquête soit menée sur le fait que la police a abattu un manifestant papou pacifique

Le gouvernement indonésien doit veiller à ce que les responsabilités soient dûment établies en ce qui concerne la mort d'un manifestant pacifique qui aurait été tué par une balle tirée par la police dans la région tumultueuse de Papouasie, a déclaré Amnesty International.

Opinus Tabuni, dont l'âge selon les médias se situe entre trente-cinq et quarante et un ans, se trouvait dans la foule célébrant la Journée internationale des populations autochtones, le 9 août. La police a effectué des tirs de sommation à balles réelles lorsque plusieurs personnes dans la foule ont brandi le drapeau de « *l'Étoile du matin* » interdit par les autorités indonésiennes, qui le considèrent comme l'emblème du mouvement séparatiste papou.

Selon les informations fournies par les médias, après les tirs des policiers et leur tentative de retrait du drapeau, des membres de la foule ont trouvé Opinus Tabuni gisant sur le sol avec une blessure par balle au niveau de la poitrine.

« Les autorités indonésiennes doivent faire en sorte qu'une enquête impartiale, indépendante et transparente soit menée dans les meilleurs délais pour déterminer comment un manifestant pacifique a pu ainsi être abattu, a déclaré Sam Zarifi, directeur d'Amnesty International pour la région Asie-Pacifique. Il faudra que les enquêteurs rendent publics les résultats des examens médico-légaux, y compris ceux de l'autopsie éventuelle. Cet événement illustre à quel point les autorités indonésiennes traitent la population papoue d'une main de fer. »

Amnesty International a demandé que l'enquête détermine si les forces de police ont violé le droit international et les normes internationales telles que les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois. Ces instruments disposent que les forces de l'ordre doivent se servir de méthodes non violentes dans l'exercice de leurs fonctions et n'utiliser la force qu'en dernier recours et lorsque cela est strictement nécessaire.

« Les forces de police confrontées à des manifestants doivent être formées et équipées de manière à pouvoir réagir, autant que possible, avec des

méthodes non meurtrières, l'utilisation d'armes à feu étant forcément dangereuse, a indiqué Sam Zarifi. Les responsables de la mort d'Opinus Tabuni doivent être tenus de rendre des comptes et le gouvernement doit faire le nécessaire pour que des réparations suffisantes soient octroyées aux proches de la victime. »

Complément d'information

La situation des droits humains en Papouasie, province la plus à l'est de l'Indonésie, s'est considérablement détériorée au cours des dernières années. La population locale, d'origine ethnique différente du reste de la population indonésienne, remet de plus en plus en cause la politique du gouvernement indonésien en ce qui concerne les ressources naturelles de la Papouasie et la migration d'une population non papoue dans cette province. Le gouvernement indonésien maintient sur place un important contingent policier et militaire dont les membres sont régulièrement accusés d'intimider et menacer les membres de la population locale qui demandent de manière pacifique une plus grande autonomie ou indépendance pour cette province de l'Indonésie. Des attaques visent de plus en plus souvent les défenseurs des droits humains et les chefs religieux. Amnesty International considère comme des prisonniers d'opinion les nombreux Papous condamnés ou attendant d'être jugés pour avoir déployé de manière pacifique le drapeau représentant « *l'Étoile du matin* ».